

NOUVELLE-AQUITAINE : UNE QUALITE DE VIE QUI FAIT REMPART AUX CRISES EXTERIEURES

La France en Grand Angle : synthèse pour la région Nouvelle-Aquitaine

Région prisée pour son art de vivre, la Nouvelle-Aquitaine conjugue attractivité et contrastes.

Avec ses quelques 84 000 km², la Nouvelle-Aquitaine est la plus vaste région de France métropolitaine (15% du territoire national). Selon l'INSEE, elle compte plus de 6 millions d'habitants. Sa population croît régulièrement depuis plus d'une décennie. Entre 2011 et 2022, la région a gagné 340 000 habitants, soit une croissance supérieure à la moyenne nationale.

La Nouvelle-Aquitaine est une terre d'attraction : ce qu'elle semble perdre en cohésion régionale, elle le compense par une puissance d'attractivité exceptionnelle. Dans l'enquête « La France en Grand Angle », seulement 37% de ses habitants déclarent être originaires du territoire où ils vivent, contre 41% au niveau national. 20% expliquent le choix de cette région par sa qualité de vie (30% pour les habitants en zone rurale, 36% pour ceux du département des Landes) ; 17% y sont installés pour des raisons familiales ; 15% pour des raisons professionnelles (21% pour ceux qui vivent dans le département de la Vienne – grâce à des moteurs d'emplois tels que la technopole Futuroscope autour de Poitiers ou le pôle industriel dans le bassin de Châtelleraut) ; 6% pour y faire des études.

Mais, la taille et la diversité de la Nouvelle-Aquitaine, le contraste fort entre les réalités locales, rendent délicate toute analyse au seul niveau régional. À travers ces territoires se dessinent des disparités sociales et structurelles majeures. Chaque espace — métropole, ville moyenne, littoral ou arrière-pays — cristallise des attentes spécifiques et des ressentis différents quant à l'avenir, au cadre de vie ou à l'action publique.

I. Une identité régionale encore en construction

Un attachement faible à l'échelon administratif

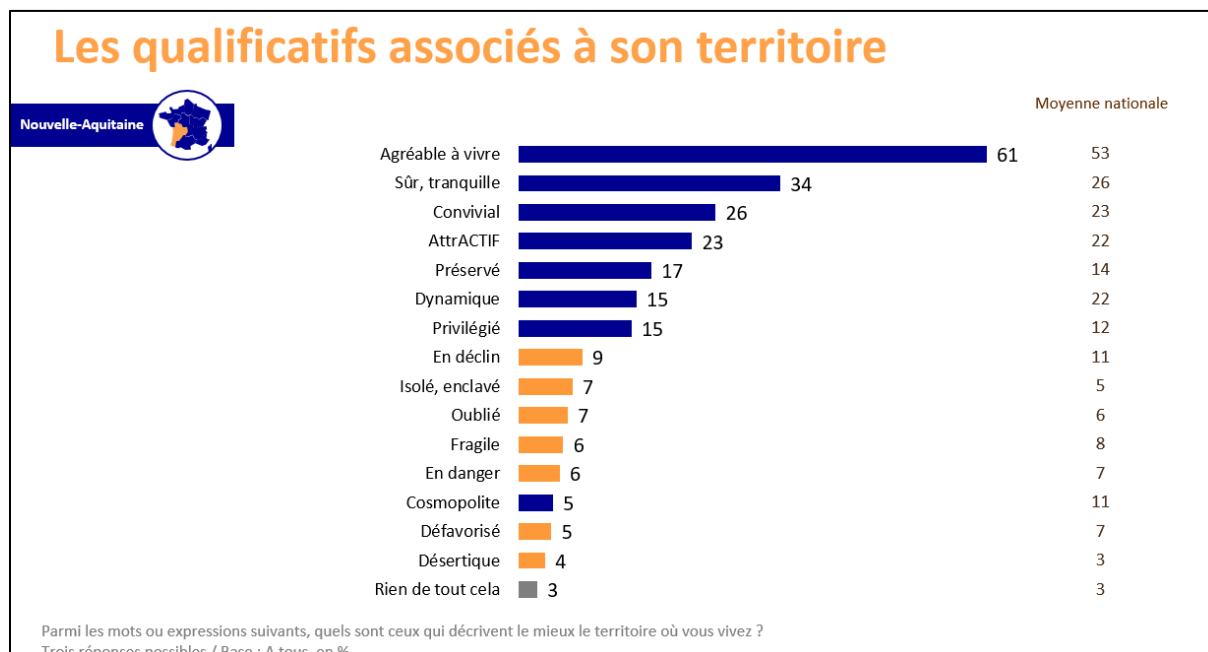
Héritée de la fusion de trois anciennes entités administratives (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes), **la Nouvelle-Aquitaine inspire une forme de distance ou d'abstraction vis-à-vis de cette identité régionale encore jeune.**

De nombreux habitants continuent à se référer à leur territoire d'origine ou de proximité : le Pays basque, la Charente, le Béarn, le Périgord ou le Limousin. **Ces appartenances locales sont bien plus solides et émotionnelles que l'échelon régional.** Certains habitants évoquent même une absence totale de sentiment d'appartenance à « la Nouvelle-Aquitaine », vécue comme une entité administrative imposée. Une habitante s'étonne « *qu'ils aient mis le Limousin dans la Nouvelle-Aquitaine, alors que nous on n'a rien à voir avec "ces gens-là"* » (Femme, employée, 28 ans, Marmande). « *La région, on ne la sent pas. On vit notre vie, eux font leurs trucs à Bordeaux* » (Homme, intermittent du spectacle, 60 ans, Cormes Royal).

Une perception positive de ses atouts

Cependant, cette distance n'exclut pas une reconnaissance des atouts globaux de la région. Beaucoup s'accordent – avec une grande homogénéité des réponses à notre enquête entre les campagnes et les milieux urbains – sur sa qualité de vie, sa diversité de paysages, son patrimoine culturel et gastronomique, sa convivialité. « *On est à une heure de la mer, une heure de la montagne. C'est top pour les week-ends ou les vacances* » (Homme, cadre, 45 ans). « *Ici, on mange bien, on boit bien, entre les vins, les fromages, les marchés de producteurs... c'est une région gourmande* » (Femme, 39 ans, professeure des écoles, Aujac).

Ces éléments dessinent une perception positive du territoire, même si elle n'est pas toujours reliée à l'étiquette « Nouvelle-Aquitaine ». Ainsi, 61% jugent leur région « agréable à vivre » (8 points de plus que la moyenne nationale). Pour qualifier l'endroit où ils vivent, 70% des habitants n'expriment que des termes positifs. Ils ne sont que 10% à utiliser des termes exclusivement négatifs.



Une région de contrastes : dynamiques métropolitaines, tensions littorales et fractures rurales

Bien que les habitants de la région soient unanimes quant à la qualité de vie, leurs territoires ne bénéficient pas tous des mêmes forces, ni ne souffrent des mêmes faiblesses.

BORDEAUX, vitrine régionale, attire les investissements, les étudiants, les cadres supérieurs et les touristes. C'est tout le département de la Gironde qui en profite. 25% de ses habitants qualifient leur territoire de « dynamique » (contre 15% pour la moyenne régionale). L'attractivité du territoire où ils vivent est une motivation d'attache profonde pour les habitants des grandes villes. 35% estiment que leur territoire est « très bien pourvu », 35% qu'il est « bien pourvu » - au total, le score global dépasse de 11 points la moyenne régionale.

Sur ce territoire, la transformation urbaine est manifeste à travers les témoignages de ses habitants (47% déclarent « bien voir la rénovation des quartiers et de l'habitat ») : aménagements des quais, multiplication des écoquartiers, extension du tramway, dynamisation du centre-ville. La ville bénéficie également d'un fort rayonnement culturel et universitaire, renforcé par la LGV qui l'a rapprochée de Paris.

« La rive droite, tout le monde disait que ça craignait. En fait non. Aujourd'hui, ils construisent plein de choses, il y a un vrai essor. Avec les nouvelles lignes de tram, on gagne 30 minutes par jour sur les trajets. Ça change la vie. » (Femme, cheffe pâtissière, 33 ans, Bordeaux).

LES VILLES MOYENNES comme Angoulême, Pau, Brive ou Niort jouent également un rôle clé dans la structuration territoriale.

Pour beaucoup de leurs habitants, ces milieux urbains semblent présenter un compromis très désirable : 67% des habitants qualifient leur territoire « d'agréable à vivre » (+4 points vs les plus grandes villes), 29% de « sûr et tranquille » (+7 points). « S'éloigner des grandes villes, c'est chercher du calme, du repos et moins de stress » (Homme, responsable logistique, 40 ans, Marmande).

LE LITTORAL néo-aquitain est, lui, un territoire de désir. « On est à 30 minutes de Royan, c'est agréable. On y va souvent hors saison, quand c'est plus calme » (Femme, employée, 26 ans, Charente-Maritime).

LES CAMPAGNES enfin, représentent la majorité de l'espace régional. Elles sont des lieux de vie choisis. Dans notre enquête « La France en Grand Angle », 30% de ces habitants (10 points de plus que la moyenne régionale) ont choisi ces territoires pour leur qualité de vie, leurs paysages et leurs loisirs. 63% de ceux qui vivent en zone rurale ne sont pas originaires de leur territoire, soit la même proportion que dans l'ensemble de la région.

« Ici, c'est tranquille. On a de l'espace, le climat est doux. Et puis les gens sont simples, ils ne se prennent pas la tête » (Homme, gérant de commerce, 39 ans, Marmande).

Une Région « refuge »

Plutôt qu'une qualité de vie uniforme, la Nouvelle-Aquitaine se distingue par l'addition de qualités de vie propres à chacun de ses territoires. Rassemblées, elles forment le miroir inversé d'une détérioration, durement ressentie, du contexte national et international. En effet, à l'instar de la plupart des régions françaises, les Néo-Aquitains manifestent une progression nette de leur confiance dans l'avenir à mesure que l'on passe des enjeux collectifs et lointains aux dimensions personnelles et immédiates.

Le local devient ainsi la matrice de leur confiance dans l'avenir. 62% sont optimistes pour leur situation personnelle ou celle de leur commune, 54% pour leur région. En revanche, 79% sont pessimistes concernant la situation de la France, 83% pour celle du monde.

Cela explique leur attachement viscéral au cadre de vie proposé par la Nouvelle-Aquitaine, non pas comme un imaginaire fantasmé, mais comme une réalité éprouvée au quotidien, profondément enracinée dans l'esprit de ses habitants. L'enquête « La France en Grand Angle » montre à quel point ils sont vigilants à la préservation de leur cadre de vie, perçu comme un atout précieux face aux crises nationales et internationales. Ainsi, la sécurité et la tranquillité sont, par exemple, particulièrement plébiscitées dans les zones rurales et les villes de moins de 20 000 habitants (respectivement 47% et 43%, contre 34% pour la moyenne régionale).

II. Des enjeux régionaux particuliers

Une cohésion territoriale questionnée

Dans une région à la dynamique démographique forte, la gestion des mouvements de population interroge, à travers notamment les politiques de la ville et de cohésion qui ne suffisent pas toujours à lever les inquiétudes des habitants « historiques ».

Le développement rapide de la métropole Bordelaise engendre des fractures. La ville a vu affluer de nouveaux habitants — jeunes cadres, télétravailleurs, familles en quête d'une meilleure qualité de vie — souvent issus de l'Île-de-France. Une forme de gentrification, de « parisianisation » de la ville évoquée par de nombreux habitants, à la fois culturelle et économique, qui modifie les équilibres sociaux et urbains. « Depuis le Covid, beaucoup de Parisiens et de Lyonnais sont venus s'installer à Bordeaux en télétravail. Les loyers ont flambé, c'est devenu compliqué de se loger » (Femme, cheffe pâtissière, 33 ans, Bordeaux).

Cette évolution a favorisé la transformation de certains quartiers populaires, aujourd'hui prisés, au risque d'une éviction des populations modestes vers la périphérie. Des commerces traditionnels ont laissé place à des enseignes plus branchées ou standardisées, accentuant le sentiment de perte de repères pour une partie des habitants historiques. « On voit bien qu'il y a des endroits où on ne peut plus vivre, on n'a plus les moyens, c'est clair » (Femme, Conseillère emploi, 68 ans, Bordeaux).

Les propos recueillis auprès d'habitants historiques expriment ainsi la crainte de se voir exclus du développement de la ville. Un sentiment de déclassement apparaît, notamment chez de jeunes actifs aux revenus moyens. La pression sur les services publics, les embouteillages récurrents, la densification rapide, font parfois courir le risque d'un rejet de cette mutation urbaine.

Dans les villes moyennes, le rapport à Bordeaux apparaît ambivalent. La métropole est perçue comme un moteur régional. « *Bordeaux, c'est là que tout se concentre, que ce soient les infrastructures, l'économie, la culture... Même les gens des autres départements y viennent pour travailler ou pour profiter de ce qu'on ne trouve pas ailleurs* » (Homme, 40 ans, responsable logistique, Marmande). Mais elle est aussi vue comme un centre hégémonique qui concentre l'attention, les investissements et les moyens. « *Tout passe par Bordeaux maintenant. Pour les décisions, les budgets, faut toujours que ça remonte là-bas. On a l'impression d'être oubliés dans les coins* » (Femme, Professeure des écoles, 39 ans, Aujac).

Ceci nourrit, pour les témoins concernés, le sentiment d'une inégalité dans le développement régional, et d'une forme de relégation, voire de déclassement, face à la dynamique métropolitaine bordelaise, avec la crainte d'une fuite des jeunes vers Bordeaux et le sentiment de « périphérisation » culturelle ou économique. Ainsi, si certaines villes retrouvent du souffle grâce au télétravail et aux politiques de revitalisation, des habitants continuent d'exprimer une inquiétude, appuyée sur un ressenti de recul des services, de la désertification commerciale ou la perte d'attractivité. « *Mais Marmande, aujourd'hui, c'est plus ce que c'était. Avant, y avait du monde, des commerces... Maintenant, tu passes dans le centre, t'as que des rideaux baissés. Les jeunes partent à Bordeaux ou Agen, y a plus rien qui les retient ici* » (Homme, 39 ans, ouvrier, Marmande).

Dans les zones rurales, la cohabitation des « historiques » et des « nouveaux » ne s'organise pas non plus sans quelques frictions : « *Un cadre de vie incroyable, un environnement idéal. Mais il y a un vrai fossé entre les anciens du village et les jeunes familles. On ne se fréquente pas. Les anciens veulent que ça reste comme avant. Nous, on veut juste qu'il y ait un peu de vie* » (Femme, employée, 28 ans, Lot-et-Garonne).

Mobilité : contrainte quotidienne et révélateur d'inégalités

En Nouvelle-Aquitaine, la mobilité est un enjeu transversal qui structure la vie quotidienne des habitants, mais aussi leur sentiment d'égalité – ou d'inégalité - territoriale. Les transports sont le domaine pour lequel la population de la région attend le plus d'amélioration.

Dans l'enquête quantitative « La France en Grand Angle », **16% en font l'enjeu prioritaire sur le territoire, soit 4 points de plus qu'au niveau national.** Ce chiffre monte à 26% en Haute-Vienne et encore 24% dans le département des Landes. Si 65% jugent que le territoire où ils vivent est « *bien pourvu* » pour se déplacer (transports et routes), ce taux est néanmoins inférieur de 8 points à la moyenne nationale. Ce chiffre descend à 50% dans les zones rurales, à 35% dans le seul département de la Creuse.

Dans les campagnes et les zones périurbaines, la dépendance à la voiture individuelle est massive. « *C'est compliqué de bouger sans voiture. Les jeunes qui n'ont pas le permis sont bloqués* » (Homme, intermittent du spectacle, 60 ans, Cormes Royal).

Les alternatives restent limitées, localisées ou perçues comme peu pratiques. Cela se traduit par un sentiment d'enclavement et par un surcoût important dans le budget des ménages. Le carburant y est perçu comme une dépense contrainte puisque sans alternative. « *L'essence, c'est devenu un luxe. Mais on n'a pas de transports en commun viables* » (Homme, 39 ans, gérant de commerce, Marmande).

Dans les agglomérations, la situation est contrastée. Bordeaux, Limoges, La Rochelle ou Pau disposent de réseaux de transports collectifs structurés, mais leur extension vers les périphéries est jugée insuffisante par les habitants interrogés. La desserte ferroviaire entre villes moyennes est souvent considérée comme défaillante, tant en termes de fréquence que de fiabilité.

« Si tu veux aller à Limoges ou Poitiers, c'est compliqué. Les liaisons, ce n'est pas leur fort » (Homme, responsable logistique, 40 ans, Marmande) ; « Même la gare, ils ont réduit les horaires. T'as plus qu'un train le matin et un le soir, et encore, faut qu'il ne soit pas supprimé » (Femme, 28 ans, employée, Marmande).

Le développement du télétravail a pu atténuer certains besoins de déplacement, mais il ne profite qu'à une minorité. Selon l'INSEE, cité par France Stratégie, la part des emplois pouvant être télétravaillés n'est que de 35%, en-deçà de la moyenne de la France métropolitaine (39%), loin du taux de l'Île-de-France (50%). Pour tous ceux qui ne peuvent recourir au télétravail, les temps de trajet longs, le coût des transports ou l'absence d'offre pèsent fortement sur la qualité de vie.

Logement et pouvoir d'achat : les tensions sociales de la région

La question du logement cristallise une autre dimension des tensions palpables dans la région. Dans les grandes villes comme Bordeaux, La Rochelle ou Bayonne, les prix de l'immobilier ont explosé. Dans la capitale régionale par exemple, selon les données du Figaro Immobilier publiées en 2025, le prix du m² est passé en 10 ans de 3357 euros à 4624 euros, soit une hausse de +37%.

L'offre de logement constitue l'une des principales faiblesses de leur territoire. Selon l'enquête « La France en Grand Angle », ils ne sont que 49% des habitants néo-aquitains à considérer la région comme « bien pourvue » en termes d'offre de logement (contre 53% pour la moyenne nationale). Le constat est partagé par tous les territoires, urbains et ruraux.

La situation sur le littoral est tendue. « Tout est pris par les touristes ou les Parisiens. Ici, dès qu'une maison se libère, elle part pour du Airbnb ou pour des résidences de vacances. Les jeunes, ils partent parce qu'ils ne trouvent rien ou que c'est trop cher » (Homme, intermittent du spectacle, 60 ans, Cormes Royal). S'y ajoute la question du dérèglement climatique (érosion du trait de côte, montée des eaux). Selon le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), près de 50 km de côtes en Nouvelle-Aquitaine sont aujourd'hui en recul actif, avec un rythme d'érosion parmi les plus rapides d'Europe.

Dans les zones rurales, l'accès à un logement décent à un prix abordable reste un défi. Les logements vacants sont nombreux mais souvent vétustes ou inadaptés aux besoins actuels. Cette situation freine l'attractivité des territoires : les jeunes ménages, les salariés modestes, les soignants ou les enseignants peinent à s'y installer durablement. « Les jeunes ne peuvent pas s'installer. Soit les maisons sont trop chères, soit elles sont en ruine et il faut tout refaire » (Femme, 26 ans, employée, Rétaud).

Par ailleurs, selon ses dernières mesures, l'INSEE souligne que le taux de pauvreté en Nouvelle-Aquitaine est légèrement supérieur à la moyenne de la France métropolitaine. Le logement, l'alimentation, l'énergie sont les postes les plus cités comme sensibles.

Dans les zones rurales notamment, les enjeux économiques et sociaux sont cruciaux : 14% de leurs habitants font de l'emploi et l'économie le domaine prioritaire d'amélioration pour leurs territoires (contre 8% pour ceux des plus grandes villes) ; 11% mettent en avant le pouvoir d'achat.

Sur le front de l'emploi, dans certains lieux, l'activité agricole reste centrale, mais le secteur peine à renouveler ses effectifs. L'artisanat et les petites entreprises locales souffrent de difficultés de recrutement ou d'accès aux marchés. Le développement d'activités hybrides — tourisme vert, circuits courts, tiers-lieux — illustre, en regard, une volonté de réinvention locale, parfois soutenue par des acteurs publics.

En outre, la précarité énergétique touche particulièrement les ménages ruraux, qui vivent dans des logements mal isolés, anciens, et très dépendants de la voiture. Les plus touchés sont les jeunes en début de carrière, les retraités modestes, les familles monoparentales. La perception d'un déclassement silencieux est omniprésente : on ne parle pas toujours de pauvreté, mais d'un niveau de vie qui recule,

d'une insécurité économique latente ¹. « *On fait attention à tout maintenant. Avant, on sortait un peu, on allait au resto. Là, c'est fini, tout a augmenté, même faire les courses c'est devenu un casse-tête* » (Homme, 39 ans, ouvrier, Marmande).

Insécurité : inquiétude diffuse, attentes de proximité et de prévention

« *A Bordeaux, on ne peut sortir sans se dire attention à ceci, cela ; avant, on était insouciant* » (Femme, employée, 68 ans, Bordeaux).

La sécurité est une préoccupation significative en Nouvelle-Aquitaine, quoique moins prégnante que dans le reste du pays. Selon l'enquête « La France en Grand Angle », elle arrive au second rang des domaines prioritaires d'amélioration dans la région (14% vs 18% en moyenne en France). Ce chiffre monte à 20% dans les plus grandes villes, y faisant de cette thématique l'enjeu le plus important. Ce décalage souligne l'importance du contexte territorial dans la perception et le vécu de l'insécurité.

Dans les grandes villes comme Bordeaux, les incivilités, les violences nocturnes et les trafics sont régulièrement évoqués. Dans les campagnes, ce sont surtout les cambriolages ou les actes de vandalisme qui préoccupent.

Pour autant, le sentiment d'insécurité dépasse la simple comptabilité des délits. Il renvoie aussi à un climat perçu de repli, de solitude, d'anonymat grandissant dans certains territoires ou communes. « *Il y a une ambiance, une inquiétude ambiante. Tout le monde dit que Marmande, ça craint. On a aujourd'hui concrètement des témoignages de voitures qui tournent un peu partout. Des jeunes sont intervenus pour faire fuir les cambrioleurs* » (Homme, gérant de commerce, 39 ans, Lot-et-Garonne).

Dans les propos recueillis, la perception d'un lien social distendu, le recul de certaines formes de médiation ou de prévention, la fermeture d'équipements contribue aussi à nourrir l'inquiétude. Beaucoup soulignent dans le même temps que la sécurité passe autant par la présence humaine et l'éducation que par la répression. « *Avant, on voyait les gendarmes passer de temps en temps. Maintenant, plus rien* » (Homme, gérant de commerce, 39 ans, Marmande).

La difficulté de l'accès aux soins

« *Même pour un rendez-vous chez un généraliste, faut attendre trois semaines. Et si c'est un spécialiste, c'est trois mois minimum, à condition de pouvoir se déplacer* » (Femme, 26 ans, employée, Rétaud). Dans l'enquête « La France en Grand Angle », la santé est le troisième enjeu majeur pour les habitants de la Nouvelle-Aquitaine. 11% en font une priorité d'améliorer. Cela concerne fortement tous les territoires en dehors de plus grandes villes (6%) : plus de 15% de la population en zone rurale et des villes moyennes.

L'enjeu est la proximité des services de santé. Parmi les expériences négatives vécues par les gens, ressort en premier le fait « *d'avoir renoncé à des soins faute de rendez-vous ou de professionnels proches* ». « *Ma mère est âgée, elle peut plus conduire. Avant, le médecin venait à domicile, maintenant c'est terminé. Elle doit attendre que je sois dispo pour l'emmener en ville* » (Homme, 45 ans, cadre, Bordeaux). Cela touche 50% des habitants néo-aquitains (un taux comparable à la moyenne nationale), 43% de ceux des grandes villes jusqu'à 58% dans les zones rurales, près de 80% dans des départements tels que la Corrèze ou la Creuse.

¹ Note INSEE « L'essentiel sur la Nouvelle Aquitaine ». Octobre 2024

Le domaine prioritaire d'amélioration dans son territoire



	TOTAL	Taille d'agglomération			
		Zone rurale	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	100 000 à 1 999 999 habitants
Base	854	215	177	143	319
Transports	16%	17%	17%	14%	14%
Sécurité	14%	7%	12%	14%	20%
Santé	11%	15%	18%	16%	6%
Emploi / Economie	10%	14%	9%	9%	8%
Logement	10%	5%	8%	9%	15%
Pouvoir d'achat	10%	11%	11%	9%	8%
Environnement	6%	5%	4%	6%	7%
Politique sociale	5%	7%	5%	3%	4%
Loisirs	5%	5%	8%	3%	3%
Cohésion / vivre ensemble	5%	5%	3%	6%	6%
Education	3%	4%	2%	3%	3%
Accès à internet	1%	1%	2%	1%	0%
Justice	1%	2%	1%	1%	1%
Autre	3%	2%	0%	6%	5%

Dans la liste suivante, quel enjeu ou quel thème correspond le mieux à la priorité que vous venez d'indiquer ? S'agit-il d'une priorité en matière de... ?

Base : A tous, en % / *(politique en faveur des personnes âgées, des jeunes, des plus démunis, des personnes en situation de handicap...) / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution

III. Une relation ambivalente à l'État

Distance

La relation à l'État semble marquée par une forme de distance. Ce que traduit un habitant interrogé par ces mots : « On a l'impression que l'État ne protège plus, qu'on est livrés à nous-mêmes. Je suis un payeur : je paye mes impôts, mais ce monde-là est très loin de moi » (Homme, responsable logistique, 40 ans, Marmande).

Souvent, les institutions sont perçues comme lointaines, verticales, et parfois indifférentes aux réalités locales. Dans l'étude *La France en Grand Angle*, seuls 25% des habitants néo-aquitains ont le sentiment que leur territoire bénéficie d'un soutien ou d'une attention particulière de l'État (contre 32% pour la moyenne nationale). Le sentiment d'oubli apparaît très fortement en zone rurale (80% des habitants interrogés). L'impression dominante est celle d'une complexité administrative, d'un manque d'écoute, d'un éloignement décisionnel. « On n'a même pas l'impression qu'ils viennent sur les territoires. Ou alors qu'ils viennent pour les vacances » (Femme, employée, 26 ans, Rétaud).

Mais cette défiance ne s'exprime pas dans la colère. Les habitants ne rejettent pas le principe d'un État présent, bien au contraire. 49% estiment que l'État est « l'acteur qui devrait répondre aux enjeux prioritaires de [leur] territoire ». C'est particulièrement le cas dans des départements les plus ruraux.

L'État est attendu en majeur sur deux grands sujets : la sécurité (68%), l'emploi et l'économie (54%). L'accès au numérique et au haut débit ressort comme l'action publique la plus visible et la plus appréciée. L'attractivité de la métropole se nourrit d'une forte visibilité de l'action de l'État, dans des proportions très supérieures aux autres départements de la Nouvelle-Aquitaine : accès au numérique et au très haut débit (68% vs 61%), à la culture et au sport (66% vs 55%), aux services publics (65% vs 55%), à l'offre de transports (63% vs 54%). Parmi les domaines les plus sensibles, ceux qui suscitent un taux d'insatisfaction élevé, les habitants interrogés mettent en avant la santé et l'accès aux soins, l'accès au logement, le soutien à l'activité économique, à la réindustrialisation et à l'attractivité du territoire.

La perception globale de l'action publique, souvent très critique, coexiste toutefois avec des expériences concrètes bien plus positives

Les services publics occupent une place centrale dans les préoccupations des habitants rencontrés. Ils parlent d'une fermeture progressive de guichets, de la raréfaction de l'offre de soins... « Pour les soins dentaires, je vais jusqu'à Bordeaux. Ici, il n'y a que des listes d'attente ». (Femme, 26 ans, employée, Rétaud).

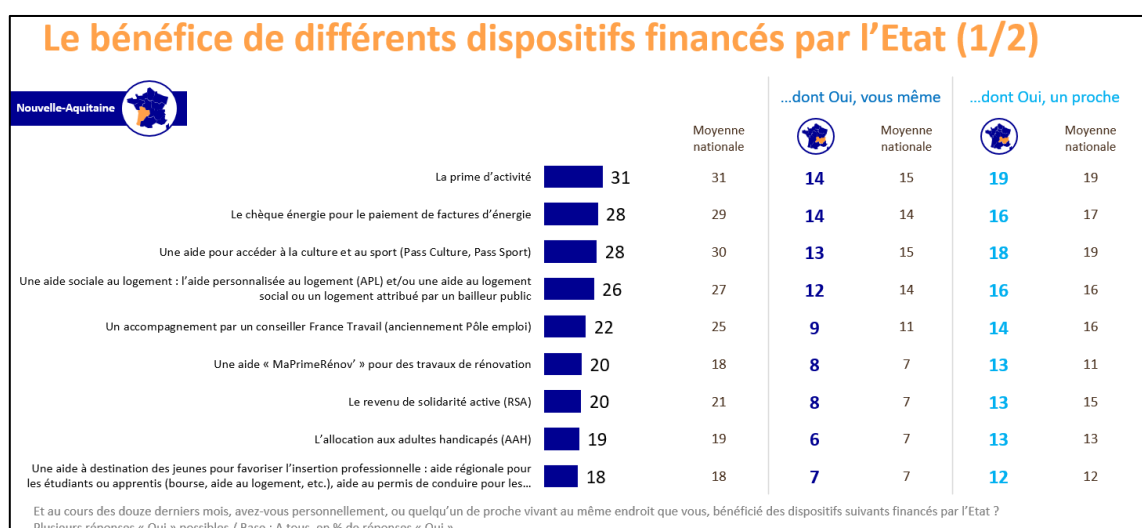
La dématérialisation des démarches, perçues comme complexes et impersonnelles, particulièrement est perçue comme un signe d'abandon, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains. De nombreux citoyens se disent perdus face aux outils numériques, notamment les personnes âgées. « Je voulais faire une carte grise, mais le site bugait, et je n'ai personne pour m'aider. Avant on allait à la préfecture, maintenant c'est fini » (Femme, 68 ans, employée, Marmande).

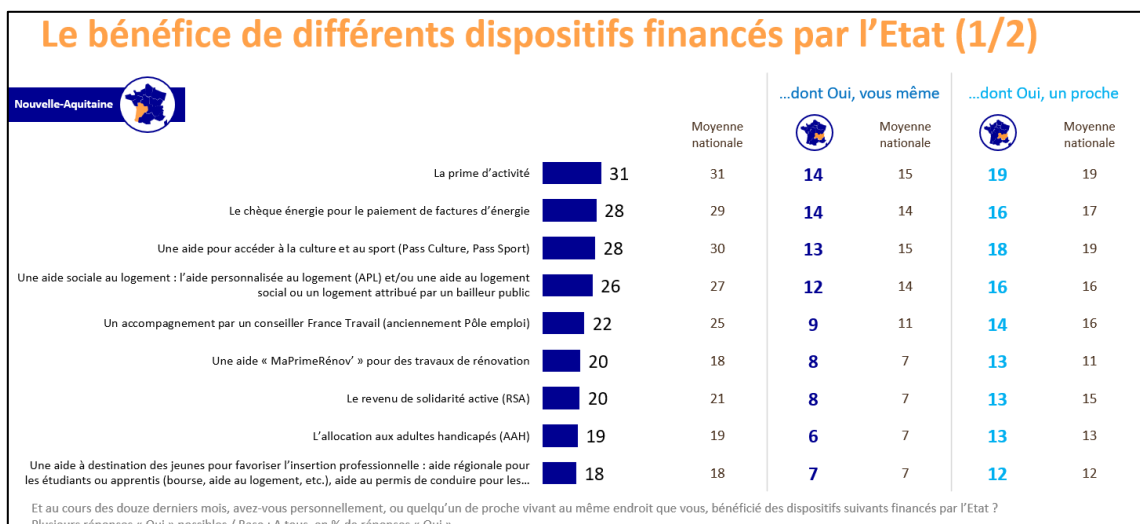
Selon une enquête de l'INSEE publiée en 2023, 17% des habitants de la région étaient en situation d'« illettrisme », autrement dit d'illettrisme électronique. La moitié de ces personnes sont âgées de 75 ans ou plus. C'est logiquement dans un département isolé et vieillissant comme la Creuse que l'on constate le taux d'illettrisme numérique le plus élevé avec 23% de la population concernée.

Pour autant, 83% des habitants déclarent avoir ainsi bénéficié (en personne ou via un proche) de l'un des 17 services mesurés dans notre enquête au cours des six derniers mois. Les dispositifs les plus souvent mentionnés concernent aussi bien le travail (Prime d'activité ou conseiller France Travail) que le pouvoir d'achat (Chèque Energie), l'accès à la culture ou au sport (les « Pass » associés), etc...

Par ailleurs, lorsqu'un service public est présent — mairie, médiathèque, bureau de poste, centre de santé —, il est souvent salué, dans les témoignages recueillis pour sa qualité et l'engagement de ses agents. « Quand on arrive à parler à quelqu'un, ça se passe bien en général. Les gens sont à l'écoute, ils essaient de faire ce qu'ils peuvent. Le problème, c'est de réussir à joindre quelqu'un » (Femme, 28 ans, employée, Aujac).

La tension réside ainsi souvent dans l'écart entre un ressenti de déclin général et une satisfaction envers les interactions locales.





Certains, enfin, soulignent la capacité locale, la vitalité citoyenne, à compenser ce qu'ils comprennent parfois comme des défaillances des services publics, comme cette habitante interrogée dans l'enquête « La France en Grand Angle » : « *Il peut y avoir parfois des manquements là où on est. Malgré tout, je pense qu'on a cette chance d'être dans un petit village où on peut s'appuyer sur les uns les autres pour parfois les combler* » (Femme, professeure des écoles, 39 ans, Aujac).

IV. Conclusion : un ancrage local, des attentes nationales

La Nouvelle-Aquitaine se distingue par son attractivité, sa diversité territoriale et son art de vivre reconnu.

Ce qui unit ses habitants, bien au-delà des clivages géographiques ou sociaux, c'est un attachement profond à leur cadre de vie, perçu comme un rempart face aux incertitudes nationales et mondiales.

Pour autant, cette région attractive n'échappe pas aux fractures : fractures territoriales, sentiment d'inégalités dans l'accès aux services publics, tensions sur le logement, sur les mobilités ou sur le lien social. Les habitants expriment à la fois une défiance envers un État jugé lointain, et une forte attente d'action publique.

Quant à l'identité néo-aquitaine, elle reste en construction, souvent éclipsée par des appartenances locales plus ancrées. Mais la richesse de ses territoires et la qualité de vie qu'ils offrent constituent un socle commun. Une promesse derrière laquelle se rangent la plupart des habitants de la région interrogés par notre enquête « La France en Grand Angle ».

Annexe 1 : portrait statistique synthétique

Sources : INSEE et *Ernst&Young		Nouvelle-Aquitaine	France
Croissance démographique (2015-2021)	Variation annuelle (%)	0,4	0,3
	Part due au solde naturel (%)	-0,2	0,2
	Part due au solde migratoire (%)	0,6	0,1
Répartition population	% moins de 24 ans	25,8	28,7
	% 25-59 ans	41,8	43,3
	% 60 ans ou +	32,4	28
	%75 ans ou +	12,8	10,7
Indice de vieillissement		114,4	86,3
PIB/habitant en €		34814	41317
*Projets IDE Part régionale en % <small>(Investissements Directs Etrangers)</small>		5%	
*Emplois créés Part régionale en %		2%	
Niveau de revenu médian annuel en €		22 710	23 000
Taux de chômage au 1er Trimestre 2025		6,6	7,3

Annexe 2 : note méthodologique

Enquête quantitative :

Enquête réalisée en ligne du 15 au 27 mai 2025.

Échantillon de 854 personnes résidant en Nouvelle-Aquitaine, âgés de 15 ans et plus.

La représentativité a été assurée pour chaque région par la méthode des quotas. Chacun des sous-échantillons régionaux est représentatif des habitants de la région en termes de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle et de département.

Enquête qualitative :

10 entretiens ont été réalisés auprès de personnes « témoins » de la vie dans la région. Les profils recrutés et rencontrés étaient diversifiés du point de vue du genre, de l'âge, de la fonction, de la taille de commune et du département de résidence.